

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 10/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PRIMAGAZ**

Les Levées - Route de Montlouis  
Département Vrac & Supply  
37703 ST PIERRE DES CORPS CEDEX  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 20250513\_VI\_PRIMAGAZ\_ExercicePOIInopiné  
Code AIOT : 0005800427

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement PRIMAGAZ implanté PETITE ZONE INDUSTRIELLE CD 173 76330 Port-Jérôme-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site PRIMAGAZ de Port-Jérôme est un site SEVESO Seuil Haut. Il dispose donc d'un plan d'opérations interne. L'objectif de cette visite était donc de tester l'organisation mise en place par l'exploitant en cas d'incident survenant en dehors des heures d'exploitation du site. La visite a été réalisée en inopiné avec la participation du SDIS76.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRIMAGAZ
- PETITE ZONE INDUSTRIELLE CD 173 76330 Port-Jérôme-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site PRIMAGAZ exploité à Port-Jérôme-sur-Seine, est un relais-vrac de GPL.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- AR - 8
- Plans d'urgence

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Plan d'opération interne – existence                                 | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R515-100     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 5  | Données et informations devant figurer dans le POI – fiches réflexes | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c) | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Déclaration d'un événement - Transmission de l'alerte aux autorités  | Arrêté Ministériel du 23/01/2023                            | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 8  | Accueil services extérieurs                                          | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Périodicité des exercices              | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R515-100     | Sans objet        |
| 3  | Contenu du POI                         | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5                 | Sans objet        |
| 4  | Données et informations devant figurer | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a) | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                                     | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------|
|    | dans le POI – déclenchement                                            |                                                             |                   |
| 6  | Données et informations devant figurer dans le POI – alerte Préfecture | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e) | Sans objet        |
| 9  | Etat des matières stockées                                             | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49                | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 13 mai 2025 a permis de tester le plan d'opération interne de PRIMAGAZ en dehors des heures d'exploitation du relai vrac.

L'exercice a permis de mettre en évidence des pistes d'amélioration à apporter dans un délai de trois mois au niveau :

- de la rapidité de la transmission de l'alerte et de son contenu vers les autorités;
- de l'effectif disponible pour gérer l'évènement.

Une mise à jour des informations disponibles dans le POI est également attendue sous un mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'opération interne – existence

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R515-100                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération interne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) transmis notamment à la préfecture, au SDIS, à la DREAL, aux maires de Port-Jérôme-sur-Seine et Lillebonne, ainsi qu'à la Gendarmerie. La version en vigueur le jour de l'exercice est la version 5-révision 3 de septembre 2024. La précédente révision datait de novembre 2022. La révision 3 a notamment été réalisée pour intégrer la particularité des camions avec soupape. Dans son POI, l'exploitant a précisé la liste des critères qui doivent conduire à une modification du POI et la périodicité maximale de mise à jour (3 ans). L'inspection note cependant que quelques informations mentionnées dans le POI mériteraient d'être actualisées :

- sur le plan des abords de l'annexe 3, il semble qu'il y ait une confusion entre "ERP" et "EPR". D'ailleurs le bâtiment qui appartenait au garage DUTOT (un ERP) a été démoli.
- sur le plan masse et sur le tableau support POI de l'annexe 4 ainsi que dans les fiche de l'annexe 6 et 10, figure la présence d'une cuve de méthanol. Or lors de la visite l'exploitant a indiqué que cette cuve n'est plus utilisée, qu'elle était inertée et qu'elle sera démantelée dans les prochains mois, il n'y a donc plus lieu de l'identifier comme une zone à risques. Cette information pourrait être précisée sur les plans en attendant que cette cuve soit démantelée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser son POI compte tenu des remarques ci-dessus dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Périodicité des exercices**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R515-100

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'Opération interne

**Prescription contrôlée :**

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;

2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le plan d'opération interne est testé annuellement. Le SDIS et la DREAL sont informés et invités à cet exercice.</p> <p>L'exploitant indique également que des exercices mensuels sont réalisés. Cependant ces exercices mensuels ne portent pas sur l'ensemble de l'organisation mise en place : en particulier, la transmission de l'alerte aux autorités n'est pas testée à ces occasions.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 3 : Contenu du POI**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est appuyé sur le guide reconnu de France Gaz Liquide (réf 534 de décembre 2023) pour déterminer la liste des produits de décomposition émis par un incendie. Il a mentionné dans son plan d'opération interne que les substances susceptibles d'être émises en cas d'incendie (CO et CO2) constituent un risque limité pour l'environnement et les personnes en dehors de l'emprise du site. De ce fait, conformément au guide, il est admis qu'aucun prélèvement/analyse ne soit réalisé par l'exploitant en cas d'incendie.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 4 : Données et informations devant figurer dans le POI – déclenchement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)</p>                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p> |

|                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le schéma d’alerte est présenté dans le POI. Il précise qui prend la décision de déclencher le POI et qui prend la fonction de directeur des opérations internes (DOI).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                     |

**N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI – fiches réflexes**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le plan d’opération interne, l’exploitant a détaillé dans des « fiches accident » les mesures à prendre pour intervenir sur l’évènement à maîtriser. Le POI détaille également les mesures à prendre pour protéger les installations susceptibles d’être menacées par un risque. Dans le cas du scénario retenu pour l’exercice à savoir une fuite enflammée au niveau d’une bride de la tuyauterie d’emplissage, les idées de manœuvre mentionnées ont été évoquées et simulées (l’exploitant n’a pas souhaité mettre les moyens en eau le jour de l’exercice), il a indiqué que le scénario choisi par l’inspection aurait conduit à la mise en sécurité automatique du site et le déclenchement des moyens de protection. Le bon fonctionnement de ces moyens fera l’objet d’un contrôle ultérieur. En particulier la portée du canon situé au nord est du site sera contrôlée pour vérifier que la tuyauterie d’emplissage peut bien être refroidie avec ce canon.</p> <p>L’inspection constate que l’exploitant du relais vrac est seul sur site pour réaliser toutes les missions : reconnaissance, transmission de l’alerte, accueil des secours et réalisation des actions d’intervention sur l’évènement. En cas de situation réelle, cela pourrait être une fragilité dans la gestion de l’évènement. Aussi l’inspection recommande vivement à l’exploitant de prévoir la possibilité de disposer d’une deuxième personne pour gérer l’évènement sur le site. En effet, en cas de situation réelle d’autres sollicitations extérieures viendraient s’ajouter et l’exploitant du relais vrac n’aurait vraisemblablement pas la capacité d’y faire face seul. Il serait préférable d’avoir une personne en permanence au poste de commandement exploitant (PCEx) et une autre sur le terrain. Il est nécessaire également que le PCEx soit doté des outils minimum suivants : un plan de masse visible (lors de l’exercice du matériel informatique était stocké dessus), une main courante et la SITAC. Ces outils doivent permettre à l’exploitant de mieux préparer les points de situation qui lui seront demandés en particulier par les services de secours et les autorités sur place.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L’inspection demande à l’exploitant de faire évoluer son organisation pour répondre aux attentes formulées ci-dessus dans un délai de 3 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
|                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI – alerte Préfecture**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.<br>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles |
| <b>Constats :</b><br><br>Le POI précise les cas où le déclenchement du PPI serait à envisager. Dans le cadre de l'exercice inopiné réalisé sur le site le 13 mai 2025, l'inspection a choisi un scénario de fuite enflammée au niveau d'une bride sur la tuyauterie d'emplissage du réservoir sous talus. Le cas de la rupture de cette tuyauterie est bien identifié dans les scénarios pouvant conduire au déclenchement du PPI.                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 7 : Déclaration d'un évènement - Transmission de l'alerte aux autorités**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/2023                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte des autorités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Je profite du présent courrier pour vous rappeler l'impérieuse nécessité, lors d'un évènement survenant sur votre site, d'informer obligatoirement, par téléphone et sans délai, les autorités compétentes afin de mettre en oeuvre, le plus rapidement possible, les premières dispositions de la chaîne opérationnelle. Les autorités à informer sont, a minima, le SIRACEDPC (Préfecture), la mairie, le SDIS, les forces de l'ordre et la DREAL [...] Dans un second temps, il convient d'envoyer la confirmation de l'alerte par mail via le formulaire joint. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection informe l'exploitant que le numéro de téléphone fixe de la DREAL mentionné à l'annexe 9 n'est plus opérationnel. Seul le numéro de l'astreinte doit être utilisé. Le schéma d'alerte ne prévoit pas de confirmer l'évènement au maire par l'envoi du formulaire de début d'alerte, ce qui n'est pas conforme à l'exigence préfectorale.<br>Deux types de messages sont prévus : <ul style="list-style-type: none"> <li>le message d'alerte complet (qui correspond au modèle de formulaire fourni par le</li> </ul>                                                        |



SIRACED-PC)

- le message d'alerte simplifié

Dans le schéma d'alerte il est prévu que le DOI appelle le SDIS, ESSO RAFFINAGE et l'astreinte nationale des relais vracs et leur donne les informations du message d'alerte complet. Le DOI appelle également le centre de télé appels et donne le message d'alerte simplifié. C'est ensuite le centre de télé appels qui appelle la préfecture, la gendarmerie les entreprises voisines, les mairies et la DREAL. Le centre de télé appels a pour consigne de ne pas communiquer les coordonnées du DOI sur site mais de renvoyer sur le numéro de l'astreinte nationale de Primagaz. Cependant le formulaire de confirmation de l'évènement selon le modèle établi par la préfecture est bien transmis à l'ensemble des autorités par mail (sauf les maires). Lors de l'exercice, la préfecture ainsi que l'astreinte de la DREAL ont été contactées par téléphone par le centre de télé appels quasiment une heure trente après le déclenchement de l'exercice. Ce délai est jugé trop long. Les informations données par le centre de télé appels sont très succinctes. Le formulaire de confirmation contenant les informations plus précises a été transmis 1h20 après le début de l'exercice, au bout de deux tentatives, la première ayant échoué. L'exploitant du relais vrac est seul pour transmettre les appels et le formulaire de confirmation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande donc à l'exploitant de veiller à ce que le système de transmission du formulaire soit connu et maîtrisé de l'exploitant.

L'inspection demande également à l'exploitant que le message donné par le centre de télé appels soit plus complet et s'appuie sur les informations que l'exploitant a renseignées dans le formulaire de confirmation de l'évènement ou alors que le centre de télé appels donne les coordonnées d'une personne en mesure de répondre aux questions des autorités si ce n'est pas le DOI sur place. La mise en place de cette action est attendue sous un délai de trois mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Accueil services extérieurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

**Constats :**

Lors de l'exercice, l'exploitant a sollicité l'intervention des moyens de secours de la plateforme ExxonMobil une quarantaine de minutes après son arrivée sur site (une vingtaine de minutes après le déclenchement de l'exercice). L'arrivée des moyens de la plateforme ExxonMobil a été simulée cinq minutes après l'appel.

Le CTA-CODIS a été contacté juste après. Le point de situation avec l'échelon d'évaluation et de

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| reconnaissance du SDIS a été réalisé sur site et n'appelle pas d'observations particulières.                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection demande à l'exploitant de bien préciser dans le message donné au CTA-CODIS le numéro de jalonnement du site (adresse portuaire) et l'entrée à emprunter. La trame du message à transmettre au SDIS sera à modifier en ce sens sous un mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 9 : Etat des matières stockées**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le niveau de propane dans le réservoir sous talus est reporté sur la supervision de la salle de commande. Les fiches de données de sécurité sont disponibles dans le plan d'opération interne.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |